

Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS)
CERVL – Pouvoir, Action publique, Territoire
Commission européenne – DG Recherche
Editions de Condé
Point de Contact National "Société de la connaissance"
Section d'Etudes Européennes de l'Association Française de Science Politique

Think & Act

Conférence internationale : **Démocratie, gouvernance européenne et sciences sociales**

PARIS

10-12 janvier 2007

Hôtel Saint James & Albany (Louvre)

Programme provisoire

Comité scientifique / Scientific Committee :

Sylvie Archambault (CNRS Paris – Point de contact national)
Olivier Costa (CNRS/Sciences Po Bordeaux – SEE-AFSP) – *Président/President*
Renaud Dehousse (Centre européen de Sciences Po, Paris)
Oscar W. Gabriel (ISSUS, Université de Stuttgart)
Vincent Hoffmann-Martinot (CNRS/Sciences po Bordeaux)
Tomas Kostelecky (Académie tchèque des sciences, Prague)
Angela Liberatore (Commission européenne – DG recherche)
Paul Magnette (Institut d'Etudes Européennes, ULB – SEE/AFSP)



www.think-and-act.eu

PRESENTATION GENERALE

Think&Act est un projet de dissémination et d'évaluation des résultats des recherches en sciences sociales menées en Europe. Ce projet, porté par un consortium international et financé à titre principal par le 6° PCRD, consiste en une série de cinq conférences thématiques qui auront lieu dans cinq villes européennes (Paris, Rome, Budapest, Istanbul et Madrid) sur une période de 28 mois.

La conférence de Paris (10-12 janvier 2007) inaugurera le cycle. Intitulée « Démocratie, gouvernance européenne et sciences sociales », elle est placée sous la responsabilité scientifique du CNRS et de la Section d'études européennes de l'AFSP. Son ambition est d'amener les responsables des principaux projets de recherche sur la gouvernance européenne – tout particulièrement ceux financés par les 5° et 6° PCRD – à faire état de leurs résultats préliminaires ou définitifs. Cet exposé doit revêtir une double dimension : scientifique, dans le cadre d'un dialogue avec les autres chercheurs présents et avec un public de spécialistes ; didactique, dans le cadre d'un dialogue avec des « praticiens » (représentants des pouvoirs publics locaux, régionaux, nationaux et européens ; acteurs économiques ; journalistes) organisé autour de questions précises.

Le but est de dresser un état des lieux critique des travaux sur la gouvernance européenne, de mettre en lumière leur contribution potentielle aux réflexions sur les moyens d'améliorer cette gouvernance, et d'aborder les défis actuels de l'action publique en général, et de l'intégration européenne en particulier.

PROBLEMATIQUE

Depuis le début des années 1990, l'Union européenne est régulièrement décrite comme étant « en crise » ; à l'heure actuelle, les commentaires fleurissent à nouveau sur cette thématique. Au-delà de la banalité de ce constat, il faut prendre acte des épreuves répétées qui ont récemment affecté l'intégration européenne : rejet du traité constitutionnel en France et aux Pays-Bas, conflit sur le budget de l'Union, divergences sur sa stratégie d'élargissement, tensions entre les niveaux national et européen de gouvernement sur différents dossiers, etc.

Cette situation de crise avérée réclame de nouveaux efforts pour comprendre la faiblesse du système politique de l'Union et les contraintes spécifiques qui s'appliquent à sa médiatisation et à sa légitimation. Ceci implique d'opérer un retour sur le concept de « gouvernance ». Peu de concepts sont aussi polysémiques et flous que celui-ci : Roderick Rhodes a montré que, dans le seul champ des sciences sociales, il n'a pas moins de six définitions différentes. Au-delà de ces nuances, le terme « gouvernance » est né de la nécessité de disposer en science politique comme en économie d'un concept capable de saisir des réalités qui ne peuvent plus être décrites au moyen du terme traditionnel, devenu trop restrictif, de « gouvernement ». Qu'elle s'applique au monde de l'entreprise ou à celui de la politique, la notion de « gouvernance » décrit ainsi tout à la fois les actions des organes exécutifs et ceux des assemblées, des cours et organes d'arbitrage, et même des acteurs non-institutionnels (groupes d'intérêts, experts, ONG...) qui interragissent avec eux.

Dans les années 1990, la Commission européenne a également commencé à utiliser ce concept. Elle en a donné sa propre définition dans son *Livre blanc sur la gouvernance* (juillet 2001), où le concept fait référence aux règles, processus et comportements qui affectent la façon dont les pouvoirs sont exercés à l'échelle de l'Union. Ce document insiste particulièrement sur cinq principes de « bonne gouvernance » (ouverture, participation, responsabilité, efficacité, cohérence) qui doivent compléter et renforcer ceux de subsidiarité et de proportionnalité.

La « gouvernance » appliquée à l'Union européenne est ainsi un concept alternativement descriptif et normatif, selon qu'il est employé par les scientifiques ou la Commission. Toutefois, il existe des liens entre ces deux approches. En premier lieu, on rappellera que des chercheurs furent étroitement associés à la rédaction du Livre blanc. Par ailleurs, des organes *ad hoc*, tels que la Cellule de Prospective, furent créés pour aider la Commission à prendre en compte la littérature scientifique relative à la gouvernance européenne. Enfin, il faut noter que la Commission a encouragé, dans le cadre des 4^e, 5^e et 6^e Programmes cadres pour la recherche et le développement, la conduite de recherches en sciences sociales sur la gouvernance européenne. Ces projets devaient contribuer à son amélioration, à la fois en termes d'efficacité des politiques mises en œuvre à l'échelle européenne et de légitimation des institutions de l'Union. A cet égard, la gouvernance européenne constitue également une réponse à la thématique du déficit démocratique.

Si de nombreuses recherches de grande ampleur ont été financées par l'Union européenne au titre de cette stratégie, on sait peu de chose de leur impact effectif sur le fonctionnement des institutions de l'Union et sur la définition de ses politiques. Par ailleurs, si les services de la Commission sont attentifs à la contribution potentielle des résultats de ces recherches à leurs propres activités, tel n'est pas le cas des autres acteurs publics du système européen de gouvernance à niveaux multiples. Les autorités locales, régionales et nationales n'ont qu'une connaissance limitée des recherches conduites en sciences sociales sur la question de la gouvernance européenne. D'une manière plus générale, ces recherches n'ont pas notablement amélioré l'information des opinions publiques sur les activités de l'Union européenne.

C'est pourquoi cette conférence a trois objectifs principaux :

1. offrir un bilan (pour les projets arrivés à leur terme) ou une présentation (pour les projets en cours) de quelques-unes de principales recherches conduites sur le thème de la gouvernance politique et économique ou socio-économique de l'Union, ainsi que sur les relations entre les institutions de l'Union et les citoyens ;
2. susciter une réflexion collective de chercheurs, responsables politiques, fonctionnaires, experts et journalistes sur la contribution de la recherche en sciences sociales à l'amélioration de la gouvernance européenne et à sa compréhension par les citoyens ;
3. assurer une large diffusion médiatique des discussions et recherches scientifiques relatives à la gouvernance européenne.

Les responsables scientifiques de quelques-uns des principaux programmes de recherches relatifs à la gouvernance européenne seront invités à présenter leurs objectifs et/ou résultats sur un mode didactique. Ceci implique pour eux de présenter leurs travaux, mais aussi de répondre aux questions suivantes : pourquoi ont-ils entrepris cette recherche ? Quels en sont les principaux résultats ? Que peut-on en déduire quant à la réforme de la gouvernance européenne ? Quelles conclusions en tirer quant à la thématique du déficit démocratique ?

Deux thèmes seront successivement examinés :

- la gouvernance politique et les rapports avec la société civile ;
- la gouvernance économique et socio-économique ;

Une discussion plus large aura lieu sur les moyens de réduire la fracture entre les élites européennes et les citoyens, et sur le rôle des médias à cet égard.

La conférence a pour objectif de confronter les points de vue des chercheurs à ceux de praticiens et observateurs de la gouvernance européenne : responsables politiques et administratifs des différents niveaux de gouvernement, experts, journalistes, acteurs du monde économique et social. L'ambition est d'avoir une discussion franche et ouverte sur la contribution effective ou souhaitable de la recherche en sciences sociales à la gouvernance politique, économique et sociale aux niveaux local, régional, national, européen et international.

Tous les débats bénéficieront d'une interprétation simultanée français/anglais.

PROGRAMME PRELIMINAIRE

Mercredi 10 janvier 2007

17:00 - 18:30 Introduction : De quoi l'Europe souffre-t-elle ?

Catherine Colonna, Ministre déléguée aux Affaires européennes

Josep Borrell Fontelles, Président du Parlement européen

Philippe Busquin, Député européen, ancien Commissaire à la recherche (sous réserve)

Bronislaw Geremek, Député européen

**18:30 - 19:00 La recherche européenne sur la gouvernance:
de retardataire à leader?**

Jean-Michel Baer, Directeur, Direction K « Sciences humaines et sociales : Prospective », DG Recherche, Commission européenne, Bruxelles

19:00 Cocktail / Conférence de presse

20:00 Visite privée du Musée du Louvre

21:00 Dîner-conférence

Brigid Laffan, Chaire Jean Monnet, Directrice de recherche de l'Institut Européen de Dublin, University College, Dublin : Coordinatrice du projet "*Organising for EU Enlargement: A Challenge for the Member States and the Candidate countries (FP5)*"

"Sciences sociales, gouvernance européenne et opinion publique : quelles relations ?"

Jeudi 11 janvier 2007

Sciences sociales et intégration européenne : diagnostics et solutions

9:00 - 10:30 La gouvernance politique

Président: **Gérard Grunberg**, Directeur scientifique de Sciences Po, Paris

Beate Kohler-Koch, Chaire Jean Monnet, Université de Mannheim : Coordinatrice du réseau d'excellence CONNEX (*Efficient and Democratic Governance in a Multi-Level Europe - FP6*)

Jacqueline Heinen, Professeure de sociologie, Printemps / Université Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines : Coordinatrice du projet GENRE ET LOCAL (Genre et gestion locale du changement dans sept pays de l'Union européenne – FP5)

Richard Higgott, Directeur du Centre d'Etude de la Globalisation et de la Régionalisation, Université de Warwick : Coordinateur du réseau d'excellence GARNET (*Global governance, regionalisation and regulation: The role of the EU - FP6*)

10:30 - 11:00 Pause café

11:00 - 12:30 Table ronde : Société civile et intégration européenne

Président: **Paul Magnette**, Chaire Jean Monnet, Institut d'Etudes Européennes, Université Libre de Bruxelles

Maurizio Cotta, Professeur de science politique, Université de Sienne : Coordinateur du projet INTUNE (*Integrated and United: A quest for Citizenship in an 'ever closer Europe' – FP6*)

Petr Drulak, Directeur de l'Institut des Relations Internationales, Prague

Liana Giorgi, Vice-Directrice du Centre Interdisciplinaire de Recherche Comparée en Sciences Sociales (ICCR), Vienne : Coordinatrice du projet "*The European Public Space Observatory – Assembling Information for Monitoring Democracy in Europe*" (FP5)

Agnès Hubert, Membre du Bureau des Conseillers de Politique européenne (BEPA), European Commission

Ali Kazancigil, Secrétaire Général du Conseil International des Sciences Sociales, UNESCO

12:30 - 14:00 Déjeuner

14:00 - 15:30 La gouvernance économique et sociale

Président: Thomas Piketty, Directeur d'études à l'EHESS (Paris)

André Sapir, Professeur d'économie, ECARES/Université Libre de Bruxelles

Sophie Thoyer, Maître de conférences, ENSAM, Université Montpellier I : Coordinatrice du projet SUSTRA (*Trade, societies and sustainable development – FP 5*)

Wolfgang Wessels, Chaire Jean Monnet, Université de Cologne : Coordinateur des projets GOVECOR (*EU Governance by self co-ordination? Towards a collective "gouvernement économique" – FP5*) et EU-CONSENT (*Wider Europe, deeper integration? « Constructing Europe » Network - FP6*)

15:30 - 16:00 Pause café

16:00 - 17:30 Table ronde: La responsabilité des sciences sociales

Président: Christian Lequesne, Directeur de recherche, CERI, Sciences po, Paris

Herbert Gottweis, Professeur de science politique, Université de Vienne : Coordinateur du projet PAGANINI (*Participatory Governance and Institutional Innovation - FP6*)

Hubert Heinelt, Professeur de science politique, Université de Technologie, Darmstadt : Coordinateur du projet "Achieving Sustainable and Innovative Policies through Participatory Governance in a Multi-Level Context" (FP5)

Adrienne Héritier, Professeur de science politique, Institut Universitaire Européen, Florence : Coordinatrice du réseau d'excellence NEWGOV (*New modes of governance - FP6*)

Philippe Herzog, Professeur d'économie, ancien membre du Parlement européen

Ruud Koopmans, Professeur de sociologie, Université Libre d'Amsterdam : Coordinateur du projet EUROPUB (*The Transformation of Political Mobilisation and Communication in European Public Spheres - FP5*)

Tony Venables, Directeur, European Citizen Action Service (ECAS), Bruxelles

Jérôme Vignon, Directeur, Direction E « Protection et intégration sociale », DG Emploi, affaires sociales et égalité des chances, Commission européenne, Bruxelles : Coordinateur du *Livre blanc sur la gouvernance européenne*

17:30 - 18:00 Présentation de l'Observatoire des Institutions Européennes (OIE)

Renaud Dehousse, Chaire Jean Monnet, Directeur du Centre d'Etudes Européennes, Sciences Po, Paris

18:00 - 18:30 Présentation de la base de données CONNEX sur la gouvernance européenne

Beate Kohler-Koch et **Fabrice Larat**, MZES (Mannheimer Zentrum für Europäische Sozialforschung), Université de Mannheim

Vendredi 12 janvier 2007

Peut-on rapprocher les élites européennes des citoyens ?

9:30 - 10:30 Discours d'ouverture

Michel Rocard, Député européen, ancien Premier ministre

10:30 - 11:00 Pause café

11:00 - 12:30 Table-ronde : Sciences sociales & gouvernance. Quelles solutions pour quelle crise?

Président: Mario Telò, Professeur de science politique à l'ULB, Président de l'Institut d'Etudes Européennes

Joel Decaillon, Secrétaire confédéral de la Confédération européenne des syndicats

Yves Gazzo, Chef de la Représentation en France de la Commission européenne

Thomas Koenig, Professeur de science politique à l'Université des sciences administratives de Speyer : Coordinateur du projet DOSEI (*Domestic Structures and European Integration* - FP6)

Jean Quatremer, journaliste à *Libération*, correspondant permanent à Bruxelles

Richard Sinnott, Professeur associé, University College, Dublin : Coordinateur du projet "*Democratic participation and Political Communication in systems of multilevel Governance*" (FP5).

Bo Stråth, Professeur d'histoire contemporaine, Département d'Histoire et Centre Robert Schuman, Institut Universitaire Européen, Florence : Coordinateur du projet EMEDIATE (*Media and Ethics of a European Public Sphere from the Treaty of Rome to the "War on Terror"* – FP6)

12:30 - 13:00 Quelles perspectives pour les sciences sociales dans le 7e PCRD ?

Angela Liberatore, Administratrice, Direction K « Sciences humaines et sociales ; Prospective », DG Recherche, Commission européenne, Bruxelles

13:00 – 13:10 Conclusions

Olivier Costa, Chargé de recherches, CNRS / Sciences Po Bordeaux, Président de la Conférence

13:10 - 14:00 Cocktail / Conférence de presse : « Quelles solutions à la crise de la gouvernance européenne ? »

Participants invités

Attila Agh, Professor and Head of Political Science Department at the Budapest University of Economics

Yves Deloye, Professeur de science politique, Université de Paris I Panthéon-Sorbonne, Secrétaire général de l'Association française de science politique

François Forêt, Professeur de science politique, Université Libre de Bruxelles

Roger Jowell, Directeur du Centre d'Etudes Sociales Comparées, Université de la City, Londres :
Coordinateur du projet ESS (*European Social Survey - FP6*)

Lena Kolarska-Bobinska, Présidente de l'Institut des affaires publiques, Varsovie

Nonna Mayer, Directrice de recherche CNRS, CEVIPOF / Sciences Po Paris, Présidente de l'Association française de science politique

Günther Nonnenmacher, Directeur de publication du *Frankfurter Allgemeine Zeitung*

Stéphane Parizot, Chef d'Édition France, *Euronews*

Ruth Picker, Chercheur et conseillère politique, SORA - Institut de Recherche Sociale et d'Analyse, Vienne : Coordinatrice of the project EUYOUTH (*Political Participation of Young People in Europe. Development of Indicators for Comparative Research in the EU - FP5*)

Sonja Puntscher Riekmann, Directrice de l'Institut de Recherche sur l'Intégration Européenne, Academie des Sciences d'Autriche

Lenka Rovná, Chaire Jean Monnet, Professeur de Science politique à l'Université Charles de Prague

Toger Seidenfaden, Rédacteur en chef, *Politiken* (Danemark)

Andy Smith, Directeur de recherche, Fondation Nationale des Sciences Politiques, Directeur adjoint du CERVL / Sciences Po Bordeaux

Clause Haugaard Sørensen, Directeur général, DG Communication, Commission européenne, Bruxelles

Dana Spinant, Rédactrice en chef, *European Voice*
